



La médiation et les défis de la construction d'un champ du développement pour l'agriculture familiale en Amazonie

Aquiles Simões, Xavier Arnauld de Sartre

► To cite this version:

Aquiles Simões, Xavier Arnauld de Sartre. La médiation et les défis de la construction d'un champ du développement pour l'agriculture familiale en Amazonie. Boletim Rede amazonica, 2005, 3 (1), pp.95-104. halshs-00004232v2

HAL Id: halshs-00004232

<https://shs.hal.science/halshs-00004232v2>

Submitted on 21 Jul 2005

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LA MEDIATION ET LES DEFIS DE LA CONSTRUCTION D'UN CHAMP DU DEVELOPPEMENT POUR L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AMAZONIE¹

Aquiles Simões²

Xavier Arnould de Sartre³

Résumé

Les fronts pionniers agricoles d'Amazonie Orientale sont aujourd'hui à une situation de carrefour. Après avoir été très longtemps marqués par l'absence de l'Etat et par des relations sociales empreintes de clientélisme, ils sont aujourd'hui l'objet d'un regain d'attention de la part des pouvoirs publics et d'ONG désireuses d'y implanter un développement durable. Un nouveau champ social, celui de développement en faveur de l'agriculture familiale, y est en émergence. Mais la question de l'émergence d'un champ unifié et fonctionnel dans un milieu social aussi complexe que celui des fronts pionniers amazoniens impose la présence de médiateurs, capables d'intervenir à au moins trois niveaux : celui de la formulation d'une demande de la part des agriculteurs apte à éviter les limites de l'approche participative, beaucoup trop immédiate et très souvent biaisée par les différents intervenants intermédiaires ; celui de la transformation des clients d'une politique de développement en sujets autonomes aptes à s'approprier une politique ; celui enfin de l'émergence d'un niveau de relation qui évite la traditionnelle relation verticale entre les différents protagonistes de la relation de développement. Notre intention dans cet article est donc de problématiser la pratique de la médiation comme faisant partie d'une nouvelle forme de gouverner dans le cadre de la relation entre les politiques publiques et leurs utilisateurs et entre les différents niveaux territoriaux de compétence.

1. Le contexte social de la région d'Altamira.

A la fin des années 1950, le Brésil, comme beaucoup de ces pays que l'on appellera des pays en voie de développement, connaît une période d'optimisme généralisé : le retard économique du pays peut être rattrapé par une politique économique ambitieuse et interventionniste. Or, depuis longtemps déjà, l'ouverture du pays vers l'ouest est censée favoriser et symboliser ce rattrapage. En effet, l'ouest, en particulier l'Amazonie, est réputé contenir des richesses inépuisables ; les exploiter tournerait en outre le Brésil vers l'intérieur, et éloignerait les centres économiques et politiques du Brésil des ports, trop marqués par la colonisation.

L'occupation de l'ouest se fait à une époque où le développement doit passer par des grands travaux ; c'est à cette époque que les eaux alimentant la mer d'Aral ont été détournées pour irriguer des champs de coton, ou que les crues du Nil ont été régulées par le barrage d'Assouan. Les grands travaux du Brésil seront la construction de la ville de Brasilia et la colonisation forcée de l'Amazonie. Mais si la construction de Brasilia a été faite selon des principes politiquement marqués à gauche, la colonisation de l'Amazonie est le fait de militaires

¹ Supported by the Programme Al_an, European Union Programme of High Level Scholarships for Latin America, identification number E03D24540BR.

² Enseignant-chercheur à l'UFPA, doctorant à l'Université de Toulouse le Mirail associé à l'UR 102 d'Institut de Recherche pour le Développement. Boursier du Programme ALBAN. Adresse mail : aqsimoes@yahoo.com.br

³ Géographe, Chercheur au Centre National de la Recherche Scientifique, UMR 5603 (Société Environnement Territoire) du CNRS et de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour.

surtout préoccupés par l'efficacité territoriale et soucieux de trouver en Amazonie un exutoire pour les populations sans-terre du Nordeste.

D'où une colonisation faite le long d'immenses routes ouvertes dans la forêt et faite de manière très extensive. Un des fronts pionniers emblématiques de cette époque, le front pionnier de la Transamazonienne autour de la ville d'Altamira (Figure 1), est révélateur de cette politique. Les lots de colonisation, de 100 hectares, sont installés de part et d'autres de vicinales perpendiculaires à la route de la Transamazonienne et s'enfonçant régulièrement, tous les cinq kilomètres, dans la forêt. Si ce schéma permet d'installer de nombreux colons, il est très coûteux et peu efficace : « On s'aperçoit que ce qui aurait dû être l'objectif principal [de l'Etat], produire des aliments et des denrées pour le marché, a souvent cédé la priorité à des préoccupations politiques et stratégiques qui entravent le développement » (Léna, 1991, p. 89). D'autant que l'agriculture familiale est loin d'être la plus favorisée : l'Etat cède aussi des domaines de moyenne et grande taille à des investisseurs qui peuvent ainsi échapper à l'impôt. Agriculture familiale et grande propriété sont alors imbriquées, en situation d'interdépendance.

Symptomatique du modèle de colonisation initial, la région d'Altamira symbolise aussi les évolutions de la politique d'occupation de l'Amazonie : lorsqu'au milieu des années 1970 le Brésil, comme beaucoup d'autres pays, entre en crise, ce modèle, trop coûteux, est abandonné. Les colons déjà installés sont abandonnés à leur sort, alors que d'autres, attirés par la propagande et surtout à la recherche de terres, prolongent les infrastructures initiales pour s'appropriier des lots – appropriation que l'Etat se contente, irrégulièrement, de légaliser.

Les années 1980 se passent ainsi dans un relatif abandon, dont les effets sont atténués par les cours relativement avantageux des produits agricoles sur le marché (en particulier le poivre et le cacao). Mais une crise agricole, survenue à la fin des années 1980 et au début des années 1990, provoque le départ de nombreuses familles et un fort sentiment d'abandon, qui a même conduit certains scientifiques à prévoir l'échec du modèle de colonisation initial (Hamelin, 1992). Ainsi le front pionnier de la Transamazonienne ne ferait-il que répéter à son échelle ce qui s'était déjà passé dans d'autres fronts pionniers (voir en particulier Coy, in Albaladejo et Tulet, 1996) : le remplacement de l'agriculture familiale par la grande propriété et l'élevage extensif, ce remplacement étant la conséquence du rachat des terres des petits paysans soit par d'autres paysans, soit par des grands propriétaires.

Pourtant, les années 1990 sont celles d'un renouveau du contexte régional, qui laisse espérer une stabilisation différente des fronts pionniers, en particulier dans la région de la Transamazonienne. L'aspect le plus visible de ce mouvement est sans aucun doute l'émergence d'un syndicalisme paysan qui apparaît capable de faire élire ses représentants aux plus hautes instances politiques nationales et, ainsi, de participer à la redéfinition de la place de l'agriculture familiale dans les politiques publiques. Ce mouvement est la conjonction d'au moins trois phénomènes parallèles.

Ce syndicalisme est, comme très souvent au Brésil, lié à l'Eglise Catholique et à la gauche brésilienne. Mis en suspend pendant la dictature militaire, ce mouvement réapparaît à la fin de la dictature militaire, tout au long de la période de démocratisation du Brésil (Kinzo, 2003). D'abord assez timide, il s'organise progressivement autour de la défense d'intérêt immédiat de l'agriculture familiale, telle la construction de route, de postes de santé ou d'écoles. Dans la région d'Altamira, il s'appelle d'ailleurs, au début des années 1990, le Mouvement Pour la Survie de la Transamazonienne (MPST). Au fil des élections, le Mouvement monte en puissance et gagne en crédibilité, réussissant, au moment où Luiz Inácio Lula da Silva a été élu président du Brésil, à obtenir un député Fédéral, un député d'état fédéré, plusieurs maires et maires adjoints sortis de ses rangs.

Parallèlement, ce syndicalisme politique est renforcé et en partie légitimé, au moins aux niveaux fédéral et international, par son alliance avec le développement durable. En effet, il paraît clair que la mise en place d'un développement durable dans les fronts pionniers passe par le renforcement de l'agriculture familiale, même si celle-ci doit profondément transformer son mode de culture. C'est sur ce point que le MPST a su nouer des alliances, pas toujours durables,

avec des Organisations Non Gouvernementales qui lui apportent une légitimité et des moyens pour intervenir dans le champ du développement agricole durable.

Cette incursion dans le champ du développement agricole est favorisée par la politique de sous-traitance impulsée par le Gouvernement Brésilien. Dans le cadre des politiques d'ajustement structurel et de désengagement de l'Etat, l'Etat Brésilien laisse tout un pan du développement rural à des agences de développement rural privées. Or, les syndicats ont saisi cette opportunité en créant leurs propres agences. Comme en plus l'Etat Brésilien a, au cours des années 1990, modifié sa position vis-à-vis de l'agriculture familiale et décidé, pour la première fois, de mettre en place des programmes (tels le LUMIAR ou le PRONAF) spécifiquement destinés à cette dernière, c'est une manne financière et symbolique importante qui est en jeu.

A tous ces éléments, le MPST a parfaitement su s'adapter ; il a symbolisé ses transformations par un changement de nom. La structure fédérative des syndicats est devenue le Mouvement Pour le Développement de la Transamazonienne et du Xingu, dans le giron duquel est créée une agence de développement rural, la Fondation Vivre Produire Préserver. Ce changement de nom montre que le Mouvement ne cherche plus uniquement à revendiquer des droits minimums devant assurer la survie d'un groupe professionnel ; il est devenu une force qui propose des alternatives de développement pour sa région. Il propose, dans le cadre d'un projet pour lequel 83 millions de dollars ont été demandés, de repenser le modèle de colonisation initial de la Transamazonienne en faisant du « développement régional intégré » soutenable sur le long terme. Ce projet politique embrasse des secteurs aussi divers que la formation des jeunes agriculteurs, la politique foncière, le développement agricole ou forestier. Pour l'instant, la partie concernant la formation des jeunes agriculteurs a déjà fait l'objet de financements, et le MDTX/FVPP espère bien faire financer d'autres secteurs.

Mais nous avons déjà mis en évidence les questions que pose ce nouveau rôle pour l'agriculture familiale (Albaladejo, 2004 ; Arnould de Sartre, 2003). En effet, deux questions au moins sont posées. La première question porte sur les méthodes de développement : plus encore que toute autre région d'Amérique Latine, les relations sociales en Amazonie sont marquées par le clientélisme (Léna et al., 1996). Le développement agricole est en particulier très marqué par ces relations interpersonnelles destinées à fortifier des réseaux politiques. Or, la nouvelle donne politique laisse aux syndicats une très grande marge de manœuvre qui, en même temps qu'elle peut constituer un formidable outil de démocratisation, ouvre la porte à la reproduction de ces pratiques.

La seconde question porte sur les objectifs du développement : ces mouvements prétendent concilier le renforcement de leur base syndicale, les agriculteurs, avec les exigences du développement durable. Mais ce principe est bien vague, et la mise en place de projets spécifiques nécessite de nombreux arbitrages entre les deux composantes d'une même politique. La solidité de cette alliance ne peut être testée que dans le cadre de politiques précises.

Ces deux questions amènent à poser un autre regard sur la problématique de l'émergence d'un champ du développement agricole.

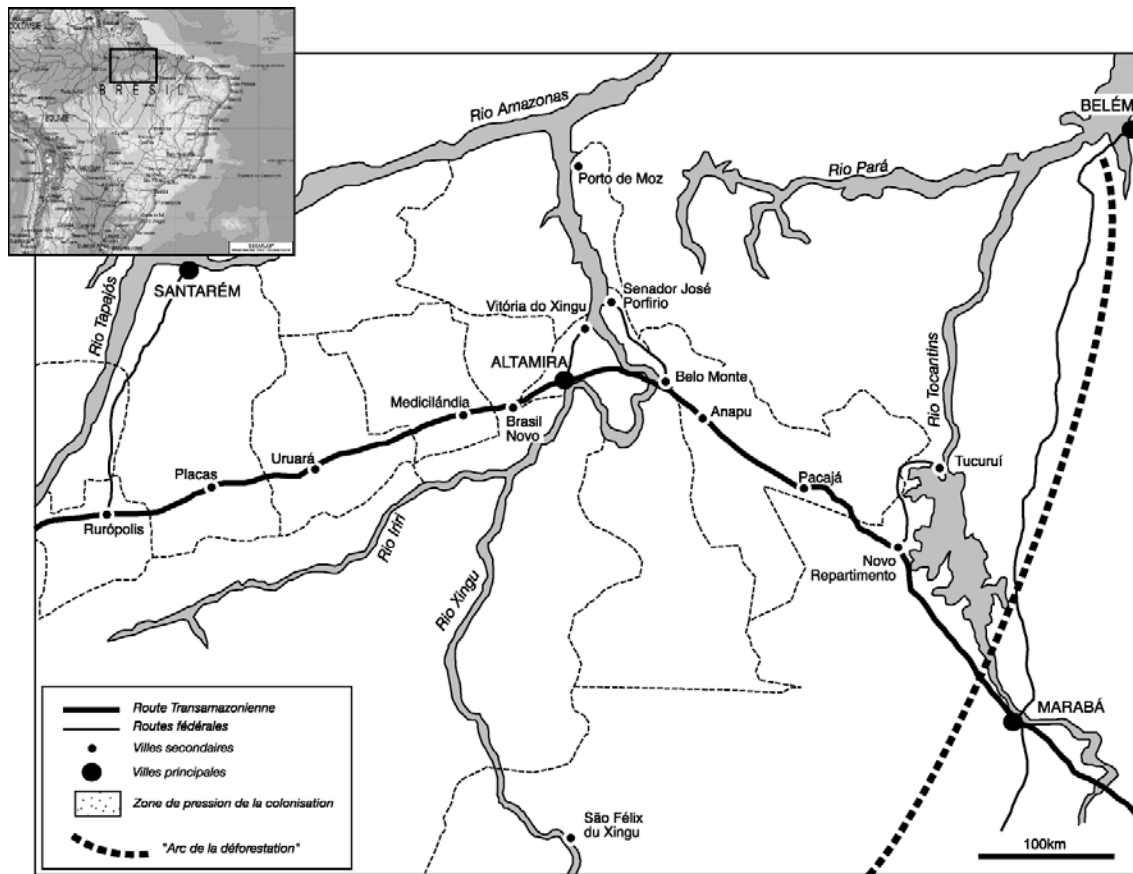


Fig. 1 – Carte de la région d’Altamira, route Transamazonienne.

Source : LAET, X. Arnauld de Sartre et Monique Morales (UMR SET)

2. Médiation et intervention locale de développement

La place, nouvelle, conséquente mais ambiguë, qu’occupe l’agriculture familiale en situation de front pionnier pose de nombreuses questions, qui peuvent être en particulier regroupées autour des défis posés par la construction d’un champ du développement de l’agriculture familiale. Or, nous verrons que la question de la médiation a un rôle important à y jouer à deux niveaux : au niveau des arènes locales et au niveau de l’intervention de développement.

Nous allons d’abord traiter de la médiation au niveau de l’intervention de développement. Dans la région il existe actuellement deux manières de concevoir l’intervention de développement, bien que l’approche systémique figure en même temps au cœur et à la frontière des deux conceptions. Deux utilisations sont couramment faites du mouvement de FSR/E (Farming System Research/Extension) : dans la première, l’approche systémique est utilisée pour renforcer la stratégie de transfert de technologie (ce qui explique pourquoi les chercheurs travaillant dans cette direction utilisent le vocable de Recherche & Développement pour désigner leurs travaux). La seconde approche considère que la recherche et le développement font partie du même processus qui suppose une interaction entre les chercheurs et les différentes personnes impliquées, dans un processus de co-construction sociale dont le résultat n’est plus le produit en lui-même mais l’expérience d’apprentissage partagée qui a été générée au cours du processus de recherche. Il s’agit d’une perspective constructiviste connue dans la littérature anglophone sous le nom de Soft System Methodology (Checkland et Scholes, 1990 ; Checkland, 1981 ; Ison, 1993).

Avant d'expliquer cette méthodologie, à laquelle nous adhérons, il nous faut alerter le lecteur sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un modèle destiné à être reproduit tel quel, ni d'une recette mais d'une direction de travail et de principes permettant d'organiser la pensée et la relation aux objets de recherche. Un modèle ne doit pas rester prisonnier de sa proposition initiale, car il prendrait alors le risque de devenir « non pertinent, inaccessible et inflexible » (Walker, 2002). Une autre observation importante concerne la question de la participation. Participation ne signifie pas faire parler des gens pour légitimer la proposition qui leur est proposée. L'instance sur la participation et l'affichage de méthodologies systémistes tendent à masquer le fait que les chercheurs et les techniciens ne sont pas disposés à partager le pouvoir que leur confère la connaissance. Savoir c'est pouvoir, comme nous l'a dit Michel Foucault (1992). La perspective « soft » nous amène à rendre plus flexibles les modèles dans leur confrontation avec la réalité vécue.

L'application de cette approche au développement rural local est résumée dans la figure 2. Elle consiste à partir d'un diagnostic (en utilisant l'approche systémique) de la réalité construit avec la participation des agriculteurs. Après le travail de systématisation des informations fournies par les différents acteurs, les résultats sont discutés et un diagnostic commun est élaboré. Le poids des agriculteurs et de leurs représentants est très important à ce stade. C'est ce qu'on appelle un « diagnostic négocié ». C'est dire que le Plan de Développement Durable doit être le fruit d'un processus de négociation dans lequel la pratique de la médiation occupe une place centrale.

L'étape suivante est assez longue car elle exige un processus de dialogue très large, qui inclut depuis la demande immédiate des leaders locaux, des agriculteurs de base, des élus locaux et même des organismes de recherche et de développement qui sont parties prenantes dans cet enjeu social, jusqu'à une réflexion et une négociation des priorités en cohérence avec le diagnostic commun. Ce dernier doit être discuté et interrogé à partir des analyses des besoins des populations locales et de leur possibilité de participer à la mise en place des actions aux différentes échelles (du niveau de l'exploitation agricole à la localité, ou même au niveau régional).

Dans nos travaux précédents (Simões, 2002), nous avons considéré que dans le processus de développement et de recherche participative, les demandes immédiates constituent « le besoin apparent », c'est-à-dire une manifestation d'envies et de volontés des individus qui reste toujours sous l'influence d'injonctions de natures diverses (politique, idéologique, économique, scientifique, etc.). Il est nécessaire de recourir à une médiation de ces injonctions afin d'arriver à une situation de « besoin négocié » et définir ainsi, dans un champ de possibilités, l'action-intervention qui sera mise en pratique.

Les agents locaux de développement ont un rôle important à jouer à ce moment. Par contre, le « besoin négocié » passe toujours, au niveau de l'action de développement, par un travail de recodification et réinterprétation, dans la mesure où c'est au niveau de la recherche-action que la relation de dialogue avance et que les vrais problèmes se manifestent, permettant d'arriver aux « besoins réels » des agriculteurs. Cette démarche réinterprétative constitue par ailleurs un élément important de questionnement du diagnostic commun (Simões, 2002).

Développement Rural Local

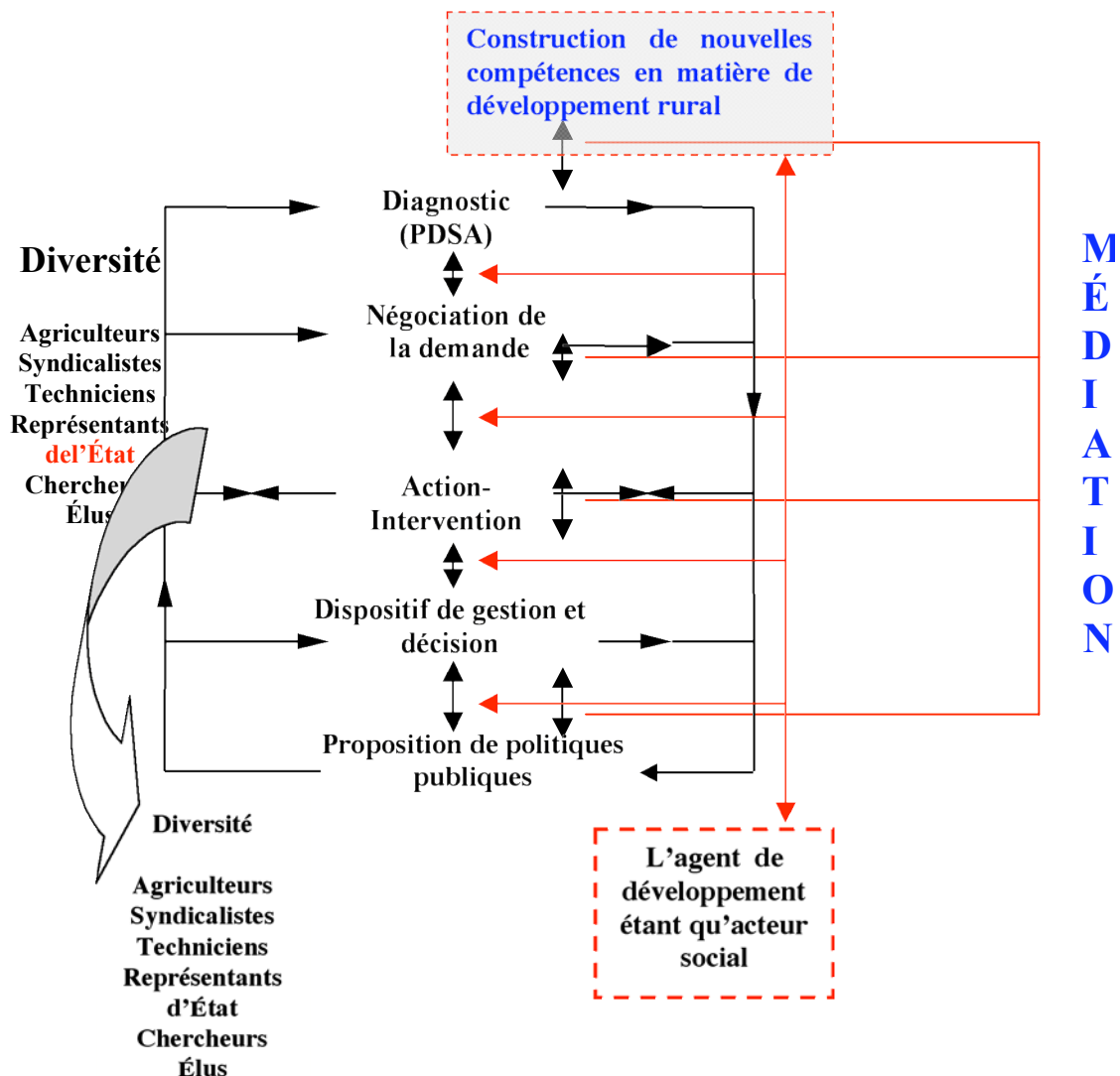


Fig. 2 – Méthodologie de Planification du Développement Rural Local à partir d'une conception « soft system »

L'expression « besoin réel » doit être entendue ici comme le développement conjoint (processus de co-construction) des thèmes de compréhension mutuelle, étant donné qu'ils médiatisent le rapport entre les acteurs impliqués dans l'action, et permettent l'établissement d'un dialogue, et ainsi l'émergence de nouvelles questions. Le travail de Schmitz et Simões (2001) sur l'introduction de la traction animale dans la région Transamazonienne, par exemple, montre comment un thème de recherche-action (l'usage de la traction animale) peut fonctionner comme une porte d'entrée vers d'autres thèmes (la gestion de la fertilité et réduction de la pénibilité du travail) qui orientent la suite de l'action en permettant d'approcher davantage la réalité concrète vécue par les acteurs concernés.

La phase d'action-intervention (recherche-action, expérimentation avec les agriculteurs, action-tests, etc.) exige un contact constant avec le terrain non seulement de la part des agents

de développement, mais aussi des chercheurs et des leaders syndicaux. Elle doit ainsi permettre, en s'insérant dans la stratégie d'intervention qui a été négociée, de questionner, voire de reformuler les objectifs édictés suite aux diagnostics visant à mettre en évidence les « besoins réels » des agriculteurs.

Tout le travail d'animation du projet, d'accompagnement, de construction des indicateurs - techniques, sociaux et économiques -, d'évaluation et d'échanges de connaissances avec les agriculteurs, conduit à construire des dispositifs de recherche, de gestion et de prise de décision au niveau local. Nous nous situons là au deuxième niveau du processus de construction de nouvelles compétences. Il s'agit d'un changement du régime d'action, qui n'est déjà plus le « régime de la négociation », mais qui commence à devenir le « régime de la responsabilité et de l'engagement collectif », au sens où les individus doivent se sentir capables d'identifier leurs problèmes, de discuter et de chercher collectivement des solutions.

Il s'agit d'incorporer dans la dimension du quotidien le fait que « l'utopie nécessaire » (Albaladejo, 1995 et 2000) de co-production du développement par les populations et les développeurs s'appuie sur la capacité de la population locale à agir sur elle-même, dans une perspective que nous pouvons traduire de la façon suivante, du point de vue des acteurs : « nous sommes responsables de la recherche d'alternatives pour régler nos propres problèmes et engagés individuellement et collectivement dans l'action pratique de résolution de ces problèmes, sans oublier de nous interroger sur la pertinence ou non de l'action développée ».

La pratique de la médiation exerce ici un rôle fondamental étant donné qu'elle est confrontée au défi de passer des enjeux « acteur-stratégie-ressources », dont le résultat principal se rapporte à l'efficacité de l'action, aux enjeux « responsabilité-engagement-réflexion », dont le produit principal est l'apprentissage par l'expérience.

Ce passage conditionne tout le fonctionnement des dispositifs de gestion, décision et évaluation (qui peuvent aussi être vus comme des arènes locales), car c'est ce nouvel enjeu qui permet de faire des aller-retour critiques et réflexifs sur l'intervention de développement. Il contribue de façon décisive au processus d'émancipation au sens de Boaventura de Sousa Santos lorsqu'il nous parle de démocratiser l'intervention (Santos, 2000).

C'est à ce niveau qu'il est possible de parler d'une capacité locale de proposition de politiques publiques. L'action construite par l'expérience, qui englobe l'apprentissage et l'émancipation, peut-elle devenir un instrument, un outil, de politique publique ? On retrouve la problématique de la médiation, mais à un autre niveau, celui du rapport entre la société englobante et la société rurale locale, entre le macro et le micro, où nous avons besoin de bien comprendre le rôle et le fonctionnement des structures dites « intermédiaires » (agences de développement en particulier).

Avant d'aborder cette perspective, il nous faut souligner que la méthodologie de Planification du Développement Rural Local (PDRL) dans la vision « soft » est un processus cyclique, dynamique et en interaction constante, où, bien qu'elle constitue un système au sens d'une unité complexe organisée (Morin, 1977), le passage entre le diagnostic et l'action et entre l'action et la proposition de politiques publiques n'est pas évident.

Ce système peut ne jamais arriver à se compléter, ou encore rester toujours en crise voire même vivre longtemps dans sa forme embryonnaire sans jamais trouver son équilibre, supporter de grandes perturbations qui ne permettent pas d'arriver au but, tout en contribuant à son maintien. Ceci suppose une rupture avec l'approche structuralo-fonctionnaliste classique de système qui conçoit le système comme un univers clos, doté de capacité téléologique (Le Moigne, 1977). Nous pouvons donc affirmer que la problématique du développement rural ne peut pas être assimilée au fonctionnement d'une entreprise.

Travailler au niveau de l'intervention locale pose divers problèmes. Du point de vue de la recherche, le premier défi est le manque de légitimité de la méthodologie PDRL du fait des approches qualitatives sur lesquelles elle repose. Ces approches ne sont guère impressionnantes

aux yeux des organisations d'agriculteurs. C'est donc une option philosophique mais aussi politique.

Ce choix expose ses partisans à la critique de ceux qui défendent l'objectivité de la science et le mythe de la neutralité scientifique. Il conduit les tenants de ce mythe à étiqueter les professionnels qui utilisent une approche Soft System Methodology comme des "non-scientifiques", voire même comme les producteurs d'une "connaissance morale" qui ne peut pas être reconnue comme scientifique. D'autant plus que les tenants de la SSM sont en général des chercheurs militants qui ont la réputation d'être engagés auprès des mouvements sociaux de gauche. Trouver un espace pour la validation de ce travail sur la base d'autres critères de scientificité n'est pas une tâche facile, surtout dans un monde académique corporatiste et fermé au sein de son propre ghetto, où chacun cherche à délimiter son territoire.

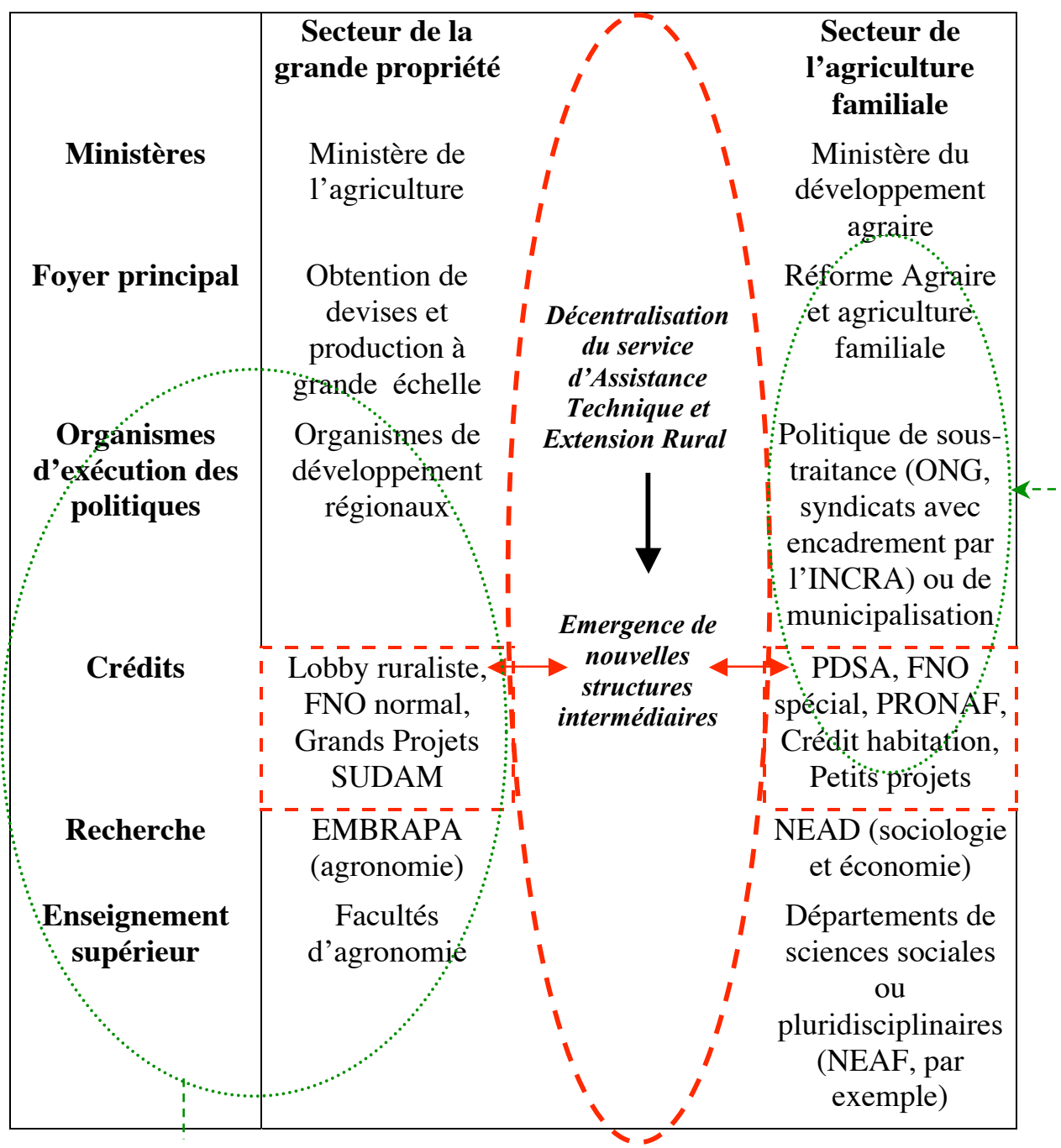
Un autre problème vient du fait que l'introduction de la méthodologie PDRL a été rendue difficile par le manque de professionnels formés dans ce domaine et les faibles débouchés professionnels offerts aux agents de développement et aux chercheurs qui suivent cet itinéraire. Collinson (1988) considère que la formation des agronomes à l'approche systémique et au travail avec les agriculteurs doit être enseignée dès le début de la carrière universitaire. Il existe cependant une grande résistance de la part des institutions de formation à suivre cette recommandation. Cette résistance est due à la tradition réductionniste et disciplinaire dominante dans les milieux académiques, comme cela a été exposé auparavant, et à la méfiance que suscitent les formes de recherche utilisant l'approche systémique (Jouve, 1994 ; Castellanet, 1994), surtout quand elles associent les mouvements sociaux ruraux organisés.

De façon générale, ce type de choix exige un effort très grand de la part des agents de développement et des chercheurs pour se confronter aux agriculteurs. Ils doivent aussi s'adapter à un travail réellement interdisciplinaire. Cela se traduit généralement par une expérience initialement difficile et conflictuelle pour des techniciens et des chercheurs habitués à rester dans leur cercle de collègues de la même discipline (Rhoades, 1984). Une autre difficulté vient du fait que la performance professionnelle dans le champ du développement exige beaucoup de temps, et cela limite la production académique. L'impact du travail de ces professionnels en termes de résultats concrets pour les agriculteurs est rarement évalué et il est difficile d'en rendre compte dans le cadre institutionnel de l'évaluation des carrières scientifiques (Chambers *et al.* 1989).

Du côté des agriculteurs, il existe une tendance légitime à rechercher des résultats tangibles à court terme. Ceci s'explique aisément par les innombrables carences dont ils pâtissent et par les conditions de vie précaires propres au milieu agricole amazonien. Plusieurs associations d'agriculteurs ont été créées autour du crédit. Or, comme le souligne Bonnassieux (2003) pour le cas de l'Afrique, l'individualisme qui prédomine au niveau de la recherche de crédits ou pour ce qui concerne la commercialisation des productions, contribue à freiner le développement de l'esprit associatif et tend à fragiliser les organisations. Tout cela contribue à empêcher une ouverture significative de l'espace à l'intérieur duquel se reproduisent les pratiques de domination traditionnelles. Et c'est dans cet espace là que les élus locaux et les leaders syndicaux trouvent leur champ d'action et leur espace de reproduction.

3. Médiation et rapport entre la société englobante et la société rurale

On peut voir à partir de la figure 3 comment se structurent aujourd'hui les deux grands secteurs de la société rurale brésilienne. Le secteur qui se situe à gauche dans le schéma est dit dominant et sa logique remonte au paradigme « productiviste et techniciste ».



Reproduction sociale de la culture, des habits

Fig. 3 – Structuration des deux grands secteurs d'activité rurale. La société englobante et l'ATER dans la frontière liée au crédit.

Dans les années quatre-vingt-dix, nous avons assisté au Brésil à l'émergence de l'agriculture familiale en tant que catégorie sociale et acteur politique (secteur situé à droite dans

le schéma de la figure 3). Des études récentes (postérieures à l'année 2000), émanant tant du NEAF (au niveau de l'Amazonie) que du NEAD (Noyau d'Études Agraires et de Développement) au niveau national, s'accordent pour dire que l'agriculture familiale peut être le moteur du développement agricole au Brésil. Il est évident que le changement en cours sur la scène politique brésilienne s'inscrit dans un processus historique au sein duquel le mouvement social rural organisé a joué un rôle déterminant. L'existence de deux ministères (de l'Agriculture et du Développement Agraire) est d'ailleurs emblématique à ce propos.

Nous nous trouvons face à deux logiques différentes, l'une qui exprime le mouvement d'appartenance à la société englobante et l'autre qui, bien qu'elle fasse partie de cette société, cherche à se détacher de sa logique pour construire son propre champ d'autonomie et de reconnaissance. De cette seconde logique participe ce que D'Incao (2002) appelle le mouvement de construction de la paysannerie amazonienne.

On observe aujourd'hui les indices d'un changement social, qui sont le résultat d'un long processus de lutte de l'agriculture familiale pour la participation aux politiques publiques. La conquête la plus remarquable est certainement celle qui concerne le crédit, avant même les désappropriations de terres et la régularisation foncière.

L'absence d'une structure d'Etat spécialisée dans l'assistance technique à l'agriculture familiale – la structure antérieure ayant été créée pour s'occuper du secteur entrepreneurial, au service de la politique dominante – a entraîné la décentralisation du service d'assistance technique et d'extension rurale, rendant ainsi possible l'émergence de nouvelles structures intermédiaires. Mais le fait que ces agences soient liées, dès leur origine, aux politiques de crédit amène à s'interroger sur leurs présupposés.

De ce point de vue, le travail de Soares Pinto montre les problèmes rencontrés par les organismes prestataires d'assistance technique, du fait qu'ils tendent à assumer les déterminations contenues implicitement dans la politique de crédit, sans aucun questionnement critique.

Il faut rappeler qu'au moment où a été conçu le système d'ATER au Brésil, il y avait un pouvoir public fort, autoritaire, centralisateur et défenseur d'une conception du développement basé sur la modernisation agricole (Labaig, 2003). Le rôle du gouvernement était d'intervenir, d'accompagner et, bien des fois, de conduire les processus de développement. L'action de l'Etat se faisait à travers des programmes de développement et au moyen d'une structure institutionnelle de recherche et de vulgarisation agricole dont le rôle était d'être l'acteur central de la production et de la diffusion de technologies modernes.

Cette structure institutionnelle se compose d'un système de recherche, l'EMBRAPA, inspiré par la logique de la révolution verte, dans une perspective technocratique et productiviste ; et d'un système d'ATER – qui des années plus tard donnera naissance à l'EMATER (Entreprise d'Assistance Technique et Extension Rurale) – marqué par l'attachement au modèle technologique de la révolution verte. Ce système s'est maintenu dans ses grandes lignes, même si le rôle du gouvernement central a évolué, d'une part, grâce au processus de démocratisation qui a entraîné une plus grande ouverture à la société civile et, d'autre part, du fait des politiques néo-libérales qui ont conduit à une réduction de l'intervention des pouvoirs publics (Soares Pinto, 1999). La région d'Altamira, comme cela a déjà été dit, a expérimenté toutes les phases et les différents aspects de ces changements politiques.

Le processus de décentralisation de l'ATER a commencé par la mise en place du projet LUMIAR⁴, en 1997, en tant que modèle qui devait permettre de repenser l'extension rurale. Il a été repris quasi intégralement dans le même format pour l'agrément des organisations privées locales chargées d'élaborer et d'accompagner les projets de crédit (programme actuel du PRONAF, lui-même créé en 1994). Ce processus constitue aujourd'hui une borne importante de

⁴ LUMIAR : nouvelle proposition d'assistance technique aux « assentados » de la Réforme Agraire à partir de l'incorporation des approches participatives.

la construction d'un système institutionnel d'ATER pour la réforme agraire régionale (pièce fondamentale du projet de développement territorial).

La grande innovation de cette nouvelle façon de penser le rôle de l'ATER est l'insertion d'organisations non gouvernementales dans la mise en oeuvre des programmes publics. Le projet LUMIAR a été un exemple clair que le gouvernement, au fur et à mesure de son retrait, était à la recherche de "partenaires privés" dans la mise en oeuvre de ses politiques publiques. Peu à peu, le gouvernement finit par déléguer le travail social et de développement au secteur non gouvernemental et privé, ce qui constitue une menace possible de privatisation progressive de l'ATER, de plus en plus liée aux programmes de crédit (Soares Pinto, 2003). Malgré leur intention de s'occuper de façon spécifique du secteur de l'agriculture familiale, ces structures intermédiaires sont amenées dans une certaine mesure à reproduire la culture et l'habitus typique du secteur entrepreneurial.

C'est bien compréhensible, dans la mesure où tout le processus de socialisation professionnelle s'est déroulé dans la logique de ce secteur. Or, c'est cela qui justifie le besoin d'une formation particulière de ces agents dans une perspective de renforcement de l'agriculture familiale. Pour devenir des médiateurs du développement rural, tant au niveau de l'intervention locale qu'au niveau de la société englobante, et afin que l'agriculture familiale occupe sa place spécifique dans le développement rural, les cadres des structures intermédiaires doivent recevoir une formation adaptée. C'est un défi difficile, qui est un élément important du processus de constitution d'un champ du développement pour l'agriculture familiale.

Les structures intermédiaires qui font le lien entre la société englobante et la société rurale sont de deux types. Il y a, d'une part, des structures de type « technique » comme les ONG prestataires du service d'extension rurale, davantage liées à l'intervention de développement, et les structures de type « arènes » qui participent à la discussion sur la politique publique de développement (Les Conseils de Développement Ruraux – CMDR - par exemple). Ces structures doivent devenir des structures de médiation. Un projet de construction du territoire qui repose sur une grande diversité de projets de développement ne peut pas être consolidé sans répondre à un « besoin de procédure » et un « besoin de formation » spécifiques et adaptés qui permettront d'arriver à la construction d'un monde commun.

Pour dépasser la juxtaposition des territoires de vie des uns et des autres et parvenir au territoire commun du projet de développement territorial, les Forums, le Conseil Technique du PRONAF, les CMDR, etc., doivent quitter leur position classique dite « d'arène » pour occuper celle d'un « réseau d'apprentissage social ». En même temps, les agents de développement doivent devenir des sujets du développement, tant à partir de leurs expériences propres que d'une formation spécifique et adaptée, ce qui leur permettra d'assumer de façon compétente une position de médiateurs dans le processus de construction de sujets collectifs (Tableau 1).

Le changement de position dépend étroitement de l'acquisition de nouvelles compétences individuelles et collectives. La question est donc de savoir si cet espace aux frontières ouvertes, incomplètes et non définies, peut devenir un milieu d'apprentissage permettant de réfléchir sur la construction du territoire dans le cadre du rapport entre les agriculteurs, les organisations syndicales, les institutions locales de développement et les politiques publiques.

A un moment où une redéfinition de l'ATER est en cours, entraînant aussi bien la redéfinition des acteurs impliqués, que les modalités d'intervention ou le rôle du gouvernement, il est important d'avoir à l'esprit les risques qu'il y a à se concentrer exclusivement sur le crédit et à penser que cet élément puisse résumer à lui seul le système d'ATER.

Dans ce contexte d'opportunités et de risques, le défi qui est posé aux mouvements sociaux et aux ONG est d'essayer d'influencer le cours des politiques néo-libérales qui leur sont présentées et, en particulier, de développer un nouveau dialogue (et un nouveau langage) avec le gouvernement, à travers la construction de nouveaux termes de partenariat, qui permettent d'instaurer une relation différente de ce qu'elle a été jusqu'à présent.

Tableau 1 - Resocialisation par l'apprentissage et la participation à la construction d'un projet de développement territorial

Territoire de vie	Malaise personnel	Motivation pour partager l'ignorance	Besoin de procédures et formation	Sujet collectif	Territoire de projet
Structures historiques Région de front pionnier : - Altamira	Champs et mondes de l'individu (habitus et représentations)	Que deviendra le territoire? Imagination sociologique Reconnaissance des altérités Possibilité de saisir la démarche PDRL	Préfiguration des Structures Intermédiaires (les arènes) Production de diagnostic de territoire et penser l'intervention technique Faire place à de nouveaux acteurs (les prestataires d'ATER)	Production de nouvelles compétences collectives instituées dans les Structures Intermédiaires et au niveau de l'intervention de développement. L'arène en tant que réseau d'apprentissage social	Sujet historique : élaboration d'un Plan de Développement Régional pour influencer collectivement sur les politiques publiques Intervention Sociologique
Expérience et formation					
Au niveau des agents L'agent subit l'histoire		Au niveau des acteurs Participation et apprentissage		Au niveau des sujets Production d'un espace public débouchant sur un monde commun : le Projet de Développement Territorial	
Socialisation primaire de l'individu		Apprentissage collectif dans la participation		Socialisation secondaire de l'individu	

Source : Modifié de Calais et al. (2003)

Enfin, comme le dit Jean François Baré « *il faut rappeler qu'à strictement parler personne n'a jamais vu une politique de développement, ou d'« action publique ». Une politique de développement se définit par ce qu'en disent les gens qui la font : c'est donc un ensemble d'interactions complexes entre des lieux de réflexion ou de décision macroéconomique, des bureaucraties et des administrations, des groupes ou des acteurs sociaux* » (Baré, 1997 : 144). Cela signifie, dans notre cas, que les organisations d'agriculteurs cherchent à s'approprier de plus en plus le langage du développement parce que « *le monde du développement, le monde des institutions développantes tel qu'il s'exprime dans différents concepts, n'est pas toujours traduisible, (...) le développement n'est pas une réalité existant indépendamment des procédures*

linguistiques servant à l'appréhender, et il s'agit au contraire d'une catégorie linguistique dépendante de procédures de définition (...) » (ibid. : 142).

4. Conclusions

Il n'est pas facile d'établir un projet d'intervention locale dans un contexte extrêmement complexe, comme celui de la frontière agricole amazonienne, qui voit s'opposer d'innombrables intérêts différents, et où tout le processus de socialisation des techniciens et des agriculteurs a été marqué par les relations traditionnelles de domination, avec la prédominance du clientélisme et de l'assistentialisme. Mais des changements, très étroitement liés aux transformations internes que connaît le Brésil, apparaissent et permettent d'identifier l'émergence d'un nouveau champ, celui du développement rural. C'est en particulier le cas à Altamira, où la proposition de politiques publiques paraît renouveler et renforcer d'anciennes formes de relations « traditionnelles » de domination, avec toutes difficultés que cela implique.

Nous sommes en présence d'un processus de changement social dont il est difficile de définir empiriquement et *a priori* les frontières. L'analyser implique de reconnaître les effets des interrelations entre les divers plans de la réalité sociale qui s'y imbriquent ici. Cette reconnaissance doit, en outre, prendre en compte la spécificité des divers champs qui se constituent et se reconstituent, des différentes relations qui se sont tissées dans le temps. De la même façon aucun de ces champs, face aux nouvelles relations créées par cette dynamique, ne peut être compris sans faire référence aux représentations et actions des agents de développement, des agriculteurs, des leaders syndicaux, des élus et des chercheurs. Enfin, tous doivent être compris à partir des frontières produites par l'émergence d'un champ particulier.

Ainsi est-il important d'interroger les pratiques des acteurs institutionnels, sachant qu'elles sont orientées par des conceptions abstraites de la société ou construites loin de la réalité des agriculteurs familiaux. Il est nécessaire d'analyser et de définir le rôle de ces acteurs - dans le sens de leur construction et reconstruction - au sein des programmes de développement, comme médiateurs (ou non) de relations sociales nouvelles et démocratisées. Ce sont ces médiateurs qui assurent le passage entre les différents champs, et rendent possible la constitution d'un nouveau champ - en même temps qu'un véritable partage des savoirs.

C'est dans cet espace qu'apparaissent également les ONG qui agissent en partenariat ou non avec les instituts de recherche, d'enseignement et de conseil agricole. Dans ce scénario politique, économique et institutionnel, les projets de développement rural canalisent leur action dans le sens d'une contribution au développement de l'agriculture familiale à long terme et d'une meilleure gestion des ressources naturelles, en construisant des partenariats avec des organisations de travailleurs ruraux. Ceci peut être traduit comme la logique actuelle de construction du territoire basée sur un nouveau contrat social entre l'Etat et la société rurale. La médiation apparaît alors comme une nouvelle forme de gouvernement dans le cadre de la relation entre les politiques publiques et leurs utilisateurs, et entre les différents niveaux de compétence ; elle doit permettre de dégager et de faire respecter un consensus entre les différents acteurs.

Références

ALBALADEJO, C. O diálogo para uma interação entre os saberes dos agricultores e os saberes dos técnicos: uma utopia necessária. In: Hébette J. et Da Silva Navegantes R. (eds.) **CAT - Ano décimo**. Etnografia de uma utopia. Belém : Universidade Federal do Pará e Editora Supercorés, 2000. p. 173-214.

ALBALADEJO, C., Méthode et procédures d'une utopie: la co-construction du développement durable entre paysans et développeurs. Programme Prométer sur les fronts pionniers de l'Amérique Latine (Marabá en Amazonie Orientale brésilienne et Misiones au Nord-Ouest de

l'Argentine). Toulouse, INRA et CNRS-EVS, Comité Systèmes Ecologiques et Action de l'Homme, 1995. 6 p.

ALBALADEJO, C.; TULET, J-C. (Dir.) *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne, la formation de nouveaux territoires*, L'Harmattan, Paris, 1996. 358 p.

ARNAULD de SARTRE, X. Territorialités contradictoires des jeunes ruraux amazoniens: mobilités paysannes ou sédentarités professionnelles ? Toulouse : Belém : UTM : UFPA, 2003. (Thèse de doctorat). 544 p.

BARE, J-F. L'anthropologie et les politiques de développement: quelques orientations. **Terrain**, 28. Talence: Orstom, 1997. p. 139-152.

BONNASSIEUX, A. Questions posées par l'émergence de nouveaux intermédiaires de développement. Communication au séminaire « Regards croisés Nord/Sud sur la décentralisation ». Cahiers de la Médiation. INRA/SAD. Toulouse, n° 2, 2003. 14 p.

CALAIS, E.; DIAO CAMARA, A. S.; LAGARDE, S.; SIMÕES, A. Etude du processus de participation dans le cadre d'une démarche de développement territorial. Toulouse : UTM : ENFA : ENSAT, 2003 (rapport du DEA ESSOR).

CASTELLANET, C. Is farming system research a science? A review of the anglo-saxon literature. In: Symposium International Recherches Systèmes en Agriculture et Développement Rural. Montpellier, 1994, p. 148 – 154.

CHAMBERS, R.; PACEY, A.; THRUPP, L. A. (eds). **Farmer First**. London, Intermediate Technology Publications, 1989, 219 p.

CHECKLAND P. **Systems thinking, systems practice**. Chichester, New York, Brisbane, Toronto, John Wiley & Sons, 1981. 330 p.

CHECKLAND P., SCHOLLES J. **Soft systems methodology in action**. Chichester, U.K., John Wiley & Sons, 1990. 325 p.

COLLINSON, M. The development of African farming systems: some personal views. **Agricultural Administration**, 29, Barking, 1988.

D'INCAO, M. C. Teoria e prática no estudo do campesinato paraense. In: HEBETTE, J.; MAGALHÃES, S. B.; MANESCHY, M. C. (org.). **No mar, nos rios e na fronteira**: faces do campesinato no Pará. Belém: EDUFPA, 2002. p. 9-27 (prefácio).

FOUCAULT, M. **Microfísica do poder**. 10^a ed. Rio de Janeiro: Edições Graal, 1992. 295 p.

HAMELIN, P. "O Fracasso anunciado". In: Ph. Léna & A. Engrácia de Oliveira (Org.), *Amazônia : a fronteira agrícola 20 anos depois*, CEJUP – Museu Paraense Emílio Goeldi, Belém, 1992, p. 291-304.

ISON, R. L. Soft Systems: a non-computer view of decision support. In: STUTH, J. W.; LYONS, B. G. **Decisions support systems for the management of grazing lands**. Paris: Unesco: The Parthenon Publishing Group, 1993.

JOUE, P. Approche systémique et formation des agronomes. In: Symposium International Recherches Systèmes en Agriculture et Développement Rural. Montpellier, 1994, p. 834 – 840.

KINZO, M.A. (Org.). *Brazil under democracy: economy, polity and society since 1988*. London : Institute of Latin American Studies, 2003. p. 280.

LABAIG, H. Les associations du monde paysan, vers une nouvelle construction territoriale de l'agriculture familiale au Brésil. L'exemple du Cerrado. Toulouse: Université de Toulouse le Mirail/TESS, 2003 (thèse de doctorat).

LE MOIGNE, J. L. **Théorie du système général**. Paris : Armand Colin, 1977.

LENA, P.; GEFFRAY, C.; ARAUJO, R. *L'oppression paternaliste au Brésil*. Lusotopie, Karthala. 1996, p. 355

LENA, P. « La difficile émergence d'une petite agriculture amazonienne au Brésil ». In *Politiques d'aménagement en milieux fragiles*, L'Harmattan, Paris, 1991. p. 87-104.

RHOADES, R. E., Breaking new ground. **Agricultural anthropology**. Lima: CIP, 1984.

SANTOS, B. S. **A crítica da razão indolente**: contra o desperdício da experiência. São Paulo: Cortez, 2000. 415 p.

SCHMITZ, H.; SIMÕES, A. Objeto fronteira entre pesquisadores e agricultores: a intensificação da agricultura na Transamazônica. In: SIMÕES, A; SANTOS SILVA, L. M., MARTINS, P. F. da S., CASTELLANET, C. (Org.) **Agricultura Familiar: métodos e experiências de pesquisa-desenvolvimento**. Belém: UFPA/CAP/NEAF:GRET, 2001. p. 171 – 203.

SIMÕES, A. Os (des)caminhos da intervenção de desenvolvimento: Agricultores e pesquisadores no processo de co-construção da demanda social. Belém: NEAF/CA/UFPA, 2002 (dissertação de mestrado).

SOARES PINTO, R. Vers des relations renouvelées entre l'Etat brésilien et les ONG ou un grand malentendu ? Les enjeux des transformations du champ institutionnel de l'assistance technique et du développement rural en Amazonie orientale à la suite des politiques de décentralisation. **Cahiers de Médiations**, INRA/SAD Toulouse, n° 1, 1 -13. 2003.

WALKER, D. H. Decision support learning and rural resource management. **Agricultural systems** 73. 2002. p. 113 – 127.